

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/207321]

12 DECEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le règlement général relatif à l'agrément des guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 176.2, § 3, modifié par le décret du 16 mai 2013, les articles 178.1, §§ 6 et 7 et 178.2, § 2, insérés par le décret du 15 mai 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 portant le règlement général d'agrément des Guichets et portant exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis n° 54.407/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 novembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Code : le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable institué par le décret du 29 octobre 1998;

2^o Société : la Société wallonne de Crédit social visée à l'article 175.1 du Code;

3^o demanderesse : la personne morale qui sollicite son agrément auprès de la Société;

4^o guichet : le guichet du crédit social visé à l'article 176.1 du Code;

5^o prêts hypothécaires et produits complémentaires ou apparentés : les prêts hypothécaires et les produits complémentaires ou apparentés aux prêts accordés dans le cadre du crédit hypothécaire social tels que définis à l'article 1^{er}, 36, du Code;

6^o emprunteurs : la ou les personnes qui contractent au crédit hypothécaire social tel que défini à l'article 1^{er}, 36, du Code;

7^o Ministre : le Ministre ayant le Logement dans ses attributions;

8^o secteur : le secteur du crédit hypothécaire social, composé de la Société et des guichets;

9^o Gouvernement : Le Gouvernement wallon.

CHAPITRE II. — L'agrément et son renouvellement

Section 1^{re}. — Les conditions d'octroi et de renouvellement de l'agrément

Art. 2. Pour être agréée, la demanderesse respecte les conditions suivantes :

1^o être une société ayant adopté la forme commerciale soit d'une société anonyme, soit d'une société coopérative;

2^o assurer statutairement et effectivement que, tant que la demanderesse bénéficie de l'agrément de la Région :

a) l'objet social de la société se limite en :

- l'instruction, la gestion et, le cas échéant, l'octroi du crédit hypothécaire social tel que défini à l'article 1^{er}, 36, du Code, des produits apparentés et des autres produits distribués par la Société;

- la promotion du crédit hypothécaire social, des produits apparentés et des autres produits distribués par la Société.

b) les actions ou parts sont nominatives;

c) en cas de cession d'actions ou de parts d'un associé de la demanderesse, dans les cas où la participation des personnes morales de droit public n'atteint pas 25 pour cent du capital et où de telles personnes morales de droit public sont associées, un droit de préemption d'une durée de trois mois est accordé à ces personnes morales de droit public selon les modalités et aux conditions fixées par le Ministre;

d) la mise en paiement du dividende n'excède pas 5 pour cent net du capital libéré;

e) le capital constitué par prélèvement sur les réserves ne peut pas, sauf accord de la Société, entrer en ligne de compte pour l'octroi des dividendes;

f) dans chaque guichet, une personne unique chargée de la gestion journalière est désignée par son conseil d'administration;

g) la qualité de directeur-gérant d'un guichet est incompatible avec les qualités de bourgmestre, d'échevin et de président du centre public d'action sociale ou de député provincial d'une commune ou d'une province sociétaire, en application de l'article 176.2, § 3, 1^o, b, 1^{er} tiret;

h) le directeur-gérant et les membres du personnel d'un guichet ainsi que les membres du conseil d'administration ne peuvent pas être agent ou courtier d'assurance, ni directement ni indirectement, même à titre accessoire et que ce soit en qualité de personne physique ou d'associé d'une personne morale, en application de l'article 176.2, § 3, 1^o, b, 2^e tiret, sauf pour les produits proposés à l'initiative de la Société;

i) un comité de crédit composé de trois personnes au moins, auquel le conseil d'administration délègue sa compétence de décision quant aux demandes de crédits introduites auprès du guichet est créé, en application de l'article 176.2, § 3, 1^o, b, 3^e tiret;

j) les administrateurs peuvent être membre d'un seul conseil d'administration dans le secteur du crédit social sauf si l'administrateur est un administrateur indépendant, c'est-à-dire un administrateur qui ne représente pas les actionnaires du guichet;

3^o respecter les normes de gestion et de fonctionnement exigées par la Société en vertu de l'arrêté du Gouvernement portant approbation des normes de gestion et de fonctionnement à destination des guichets du crédit social en application de l'article 175.2. § 3, 7^o du Code;

4^o présenter des capitaux propres de minimum un million d'euros;

5^o déposer un plan d'entreprise qui démontre sa viabilité dans le secteur et dont le contenu est déterminé par le Ministre sur proposition de la Société;

6^o ne pas faire l'objet d'une procédure de retrait d'agrément ni d'un retrait d'agrément;

7^o atteindre pour chacun des ratios une appréciation positive ou moyenne.

Ratio	Appréciation positive	Appréciation moyenne	Appréciation réservée	Appréciation négative
liquidité	> 125 %	Entre 110 % et 125 %	Entre 90 % et 110 %	< 90 %
solvabilité	> 6 %	Entre 5 % et 6 %	Entre 4 % et 5 %	< 4 %
endettement bancaire	< 90 %	Entre 90 % et 96 %	Entre 96 % et 100 %	> 100 %
résultat	> 2 %	Entre 0 % et 2 %	Entre -2 % et 0 %	< -2 %
qualité du portefeuille de prêts	< 2 %	Entre 2 % et 4 %	Entre 4 % et 6 %	> 6 %

a) liquidité : le critère de liquidité mesure la capacité de la société de faire face à ses engagements à court terme avec les ressources disponibles et mobilisables à court terme.

Le critère de liquidité est calculé sur la base des créances à court terme ajoutées au disponible, déduction faite des provisions, des remboursements anticipés adossés à un financement Société et des avances reçues sans contrepartie actée/dettes à court terme, étant entendu que les comptes de régularisation ne sont pris en considération ni à l'actif ni au passif;

b) solvabilité : le critère de solvabilité mesure le rapport entre les capitaux propres et l'encours hypothécaire de manière à couvrir le risque de débiteurs qui ne sont pas encore déclarés comme défaillants.

Les capitaux propres comprennent :

- le capital (rubrique 10 du bilan);
- les primes d'émissions (rubrique 11 du bilan);
- les plus-values de réévaluation (rubrique 12 du bilan);
- les réserves (rubrique 13 du bilan);
- le résultat reporté (rubrique 14 du bilan);
- les subsides en capital (rubrique 15 du bilan).

Les capitaux propres Guichet doivent être d'une valeur minimale d'un million d'euros conformément à l'article 2.4 de l'arrêté du Gouvernement portant le règlement général relatif à l'agrément des guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code.

Le critère de solvabilité est calculé sur la base du rapport entre les capitaux propres et l'encours net sur créances hypothécaires diminué des provisions pour débiteurs défaillants;

c) endettement bancaire : le critère de l'endettement bancaire mesure le rapport entre les emprunts contractés pour financer l'activité de prêteur et les moyens immobilisés dans les créances hypothécaires.

Le critère de l'endettement bancaire est calculé sur la base du rapport entre l'encours net sur emprunts et avances diminué de la trésorerie résiduelle et l'encours net sur créances hypothécaires diminué des provisions pour débiteurs défaillants;

d) résultat : le critère du résultat mesure le rapport entre le résultat courant avant impôt et les Capitaux propres.

Le critère du résultat est calculé sur la base du rapport entre le résultat courant avant impôt et les fonds propres;

e) qualité du portefeuille : le critère de la qualité du portefeuille mesure le risque de défaillance dans le portefeuille de prêts du Guichet. Ce critère découle des retards de paiement dans le chef des débiteurs et illustre à la fois la prudence dans l'octroi des prêts et la rigueur dans la gestion du suivi des dossiers.

Le critère de la qualité du portefeuille est calculé sur la base du nombre de prêts présentant un retard de remboursement supérieur à 3 mois et du nombre total de prêts en portefeuille du Guichet.

Si la somme des dividendes, visés au 2^o d), distribués au cours des dix exercices précédents est inférieure à 50 pour cent de la moyenne des capitaux libérés pour la même période, un dividende complémentaire peut être accordé pour autant que le dividende total net distribué n'excède pas 5 pour cent des fonds propres du Guichet.

La personne visée au 2^o, f), porte le titre de « directeur-gérant ».

Les capitaux propres visés au 4^o, sont les montants repris aux rubriques 10 à 15 au passif du bilan dans les comptes annuels.

Art. 3. En cas de renouvellement, la Société accorde un agrément provisoire d'une durée de deux ans à un guichet qui ne répond pas à toutes les conditions d'agrément telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des normes de gestion et de fonctionnement à destination des guichets du crédit social en application de l'article 175.2.,

§ 3, 7^o, du Code ou qui dispose d'un montant de capitaux propres inférieur à un million d'euros. Un plan de régularisation est présenté dans les soixante jours de l'octroi de l'agrément provisoire. Si les conditions d'agrément ne sont pas atteintes au terme des deux ans, l'agrément est retiré.

Section 2. — La procédure d'octroi et de renouvellement de l'agrément

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'agrément ou de son renouvellement est introduite, par pli recommandé, auprès de la Société par la demanderesse.

§ 2. La demande d'agrément ou de son renouvellement est accompagnée d'un dossier communiqué par la demanderesse attestant du respect des dispositions du Code et des conditions reprises dans le présent arrêté.

La Société détermine les éléments qui figurent au dossier et le Ministre les approuve.

§ 3. La Société requiert de la demanderesse tout document et toute information généralement quelconque qu'elle juge utile à l'instruction du dossier. Une fois la demande estimée complète par la Société, elle en accuse réception.

Le conseil d'administration de la Société se prononce sur les demandes d'agrément dans les soixante jours de la réception de la demande complète.

Section 3. — Recours en cas de refus d'agrément ou de renouvellement de l'agrément

Art. 5. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, le recours contre la décision de refus d'octroi ou de renouvellement de l'agrément est introduit par pli recommandé auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision. Le recours contient l'exposé des moyens et précise si le requérant souhaite être entendu.

Dans le même temps, sous peine d'irrecevabilité, la personne morale ou le Guichet transmet à la Société une copie du recours par pli recommandé.

§ 2. La Société dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la copie du recours pour présenter ses observations au Ministre.

Une copie des observations est présentée dans le même délai à la personne morale ou au Guichet par la Société.

§ 3. Le Gouvernement statue dans les nonante jours de la réception du recours par le Ministre et après avoir entendu le requérant si celui-ci l'a demandé dans son recours.

Section 4. — Les conditions de maintien de l'agrément

Art. 6. § 1^{er}. L'agrément est maintenu si :

1° l'appréciation financière prévue dans les normes de gestion et de fonctionnement exigées par la Société en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des normes de gestion et de fonctionnement à destination des guichets du crédit social en application de l'article 175.2., § 3, 7° du Code ne présente aucune appréciation négative;

2° la rentabilité, déterminée par le résultat courant avant impôt des comptes annuels, est positive la dernière année et la somme des cinq dernières années est positive;

3° le guichet présente une prévision de trésorerie cinq ans démontrant que l'activité assure la pérennité du guichet;

4° le guichet respecte les conditions prévues à l'article 2.

§ 2. Dans le cas où le guichet ne remplit pas une de ces conditions, la Société établit une analyse approfondie de la situation financière du guichet permettant d'en déterminer la pérennité.

Sur la base de cette analyse, la Société accorde au guichet un agrément provisoire d'une durée de minimum un an et de maximum deux ans, renouvelable une seule fois et exige un plan de régularisation. Au terme de cette période, si les conditions visées au paragraphe 1^{er} sont remplies, l'agrément est maintenu pour une période de dix ans, en ce comprises les périodes couvertes par l'agrément provisoire. Dans le cas contraire, une nouvelle analyse est réalisée sur la base de laquelle la Société décide :

1° soit d'accorder un second agrément provisoire;

2° soit d'entamer la procédure de retrait d'agrément.

§ 3. Le présent article est applicable sans préjudice de toute sanction éventuelle applicable à tout moment par la Société en vertu du Code, du présent arrêté et des autres arrêtés pris en application de celui-ci.

CHAPITRE III. — Sanctions

Section 1^{re}. — Sanctions à l'encontre des guichets

Art. 7. § 1^{er}. En cas de manquement quelconque du guichet à l'une de ses obligations, préalablement à l'application éventuelle d'une des sanctions visées à l'article 178.1 du Code, le conseil d'administration de la Société envoie une lettre, par pli recommandé, au guichet l'avertissant de son intention d'appliquer une sanction.

1° En cas de sanction financière, le montant est précisé.

2° En cas de suspension du financement, la date de prise de cours est fixée.

3° En cas d'envoi d'un commissaire spécial, les frais inhérents à l'accomplissement de la mission du commissaire spécial sont à charge du guichet.

§ 2. Le conseil d'administration de la Société peut imposer au guichet de régulariser la situation dans un délai qu'il détermine.

§ 3. La lettre d'avertissement mentionne les dispositions applicables ainsi que le lieu, la date et l'heure de l'audition préalable du représentant du Guichet, à laquelle ce dernier peut se présenter. L'audition se tient au plus tôt seize jours après le troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de la lettre d'avertissement. Il est dressé procès-verbal de l'audition. Lors de son audition pour présenter ses moyens de défense, le représentant du Guichet peut être assisté ou représenté par un conseil ou un expert.

§ 4. Le guichet dispose d'un délai de quinze jours à dater du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de la lettre d'avertissement pour faire valoir ses observations écrites à la Société et mettre fin aux raisons qui sont à l'origine de la procédure de sanction entamée contre lui.

§ 5. Dans les quinze jours qui suivent la date fixée pour l'audition, le conseil d'administration de la Société peut décider d'appliquer la sanction au guichet. A l'expiration du délai, la proposition de sanction est réputée refusée.

La décision est adressée dans les trente jours par pli recommandé au guichet.

§ 6. Le directeur général de la Société est désigné pour exécuter les sanctions prévues au présent arrêté ou, lorsque celui-ci est empêché, un fonctionnaire de niveau 1 de la Société.

§ 7. La sanction financière s'acquitte dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant la sanction.

§ 8. La sanction est acquittée par virement au compte de la Société.

Section 2. — Recours contre les sanctions

Art. 8. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est introduit par pli recommandé ou par tout envoi conférant date certaine auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision de sanction. Le recours contient l'exposé des moyens et précise si le requérant souhaite être entendu.

Dans le même temps, sous peine d'irrecevabilité, le Guichet transmet à la Société une copie du recours par pli recommandé.

§ 2. La Société dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la copie du recours pour présenter ses observations au Ministre.

Une copie des observations est présentée dans le même délai au guichet par la Société.

§ 3. Le Gouvernement statue dans les nonante jours de la réception du recours par le Ministre et après avoir entendu le requérant si celui-ci l'a demandé dans son recours.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales et transitoires

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 portant le règlement général d'agrément des Guichets et portant exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement est abrogé.

Afin de permettre aux guichets de procéder à une adaptation de leurs statuts conformément à l'article 27 du décret du 16 mai 2013 modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable et d'introduire leur demande de renouvellement d'agrément, un agrément temporaire expirant le 31 août 2014 leur est accordé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 11. Le Ministre en charge du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/207321]

12. DEZEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Regelung für die Zulassung der Schalter und zur Festlegung der Verfahren betreffend Strafmaßnahmen in Ausführung von Artikel 178.1 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 176.2 § 3, abgeändert durch das Dekret vom 16. Mai 2013, Artikel 178.1 § 6 und § 7, und Artikel 178.2 § 2, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2004 zur Festlegung der allgemeinen Regelung der Schalter und zur Ausführung des Artikels 178.1 des Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund des am 4. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 25. Januar 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 54.407/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmung

Artikel 1 - Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Gesetzbuch: das durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführte Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

2^o Gesellschaft: die "Société wallonne du crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) im Sinne von Artikel 175.1 des Gesetzbuches;

3^o Antragsteller: die juristische Person, die ihre Zulassung bei der Gesellschaft beantragt;

4^o Schalter: der Sozialkreditschalter im Sinne von Artikel 176.1 des Gesetzbuches;

5^o Hypothekendarlehen und zusätzliche bzw. verwandte Produkte: die in Artikel 1, 36 des Gesetzbuches definierten Hypothekendarlehen und zusätzlichen Produkte zu den besagten Darlehen oder mit ihnen verwandten Produkten, die im Rahmen des sozialen Hypothekarkredits bewilligt werden;

6^o Darlehensnehmer: die Person bzw. die Personen, die einen in Artikel 1, 36 des Gesetzbuches definierten sozialen Hypothekarkredit aufnimmt bzw. aufnehmen;

7^o Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

8^o Sektor: der Sektor des sozialen Hypothekarkredits, der sich aus der Gesellschaft und den Schaltern zusammensetzt;

9^o die Regierung: die Wallonische Regierung.

KAPITEL II — Die Zulassung und ihre Erneuerung

Abschnitt 1 — Bedingungen für die Erteilung und Erneuerung der Zulassung

Art. 2 - Um zugelassen zu werden, erfüllt der Antragsteller die folgenden Bedingungen:

1° bei dem Antragsteller handelt es sich um eine Gesellschaft, die entweder die Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft genommen hat;

2° solange der Antragsteller von der Region zugelassen ist, garantiert er in seinen Satzungen und effektiv das Folgende:

a) der Gesellschaftszweck der Gesellschaft beschränkt sich auf Folgendes:

- die Untersuchung, Verwaltung und ggf. Bewilligung von in Artikel 1, 36 des Gesetzbuches definierten sozialen Hypothekarkrediten, verwandten Produkten und anderen von der Gesellschaft vertriebenen Produkten;

- die Förderung von sozialen Hypothekarkrediten, verwandten Produkten und anderen von der Gesellschaft vertriebenen Produkten.

b) die Aktien oder Anteile lauten auf einen Namen;

c) im Falle einer Abtretung von Aktien oder Anteilen eines Teilhabers des Antragstellers und wenn die Beteiligung juristischer Personen öffentlichen Rechts im Kapital die Schwelle von fünfundzwanzig Prozent nicht erreicht, oder wenn solche juristische Personen öffentlichen Rechts Teilhaber sind, wird diesen juristischen Personen öffentlichen Rechts, gemäß den von dem Minister festgesetzten Modalitäten und Bedingungen ein dreimonatiges Vorkaufsrecht gewährt;

d) die Zahlung der Dividende darf netto 5 % des eingezahlten Kapitals nicht übersteigen;

e) das durch Abbuchung aus den Reserven gebildete Kapital darf für die Erteilung der Dividende nicht in Betracht gezogen werden, außer mit Zustimmung der Gesellschaft;

f) in jedem Schalter wird eine einzige, mit der täglichen Führung beauftragte Person von ihrem Verwaltungsrat benannt;

g) die Eigenschaft als geschäftsführender Direktor eines Sozialkreditschalters ist unvereinbar mit der Eigenschaft eines Bürgermeisters, Schöffen, Vorsitzenden eines Sozialhilfezentrums oder Provinzialabgeordneten einer Gemeinde oder Provinz, die Mitglied der Gesellschaft ist, in Anwendung von Artikel 176.2, § 3, 1°, b, 1. Gedankenstrich;

h) der geschäftsführende Direktor und die Personalmitglieder eines Sozialkreditschalters sowie die Mitglieder des Verwaltungsrats dürfen nicht zugleich Versicherungsagent oder -makler sein, weder unmittelbar noch mittelbar, weder als natürliche Person noch als Gesellschafter einer juristischen Person, und auch nicht nebenberuflich, in Anwendung von Artikel 176.2, § 3, 1°, b, 2. Gedankenstrich, außer für die Produkte, die auf Initiative der Gesellschaft vorgeschlagen werden;

i) ein sich aus mindestens drei Personen zusammengesetzter Kreditausschuss wird gegründet, dem der Verwaltungsrat seine Beschlussbefugnis hinsichtlich der beim Sozialkreditschalter eingegangenen Kreditanträge überträgt, in Anwendung von Artikel 176.2, § 3, 1°, b, 3. Strich;

j) die Verwalter können Mitglied eines einzigen Verwaltungsrats im Sektor des Sozialkredits sein, außer wenn der Verwalter ein unabhängiger Verwalter ist, d.h. ein Verwalter, der nicht die Aktienträger des Schalters vertritt;

3° die von der Gesellschaft kraft des Erlasses der Regierung zur Genehmigung der für die Sozialkreditschalter bestimmten Verwaltungs- und Betriebsnormen in Anwendung von Artikel 175.2, § 3, 7° des Gesetzbuches verlangten Verwaltungs- und Betriebsnormen einhalten;

4° Eigenkapital in Höhe von mindestens eine Million Euro aufweisen;

5° einen Unternehmensplan hinterlegen, der seine Lebensfähigkeit im Sektor beweist, und dessen Inhalt auf Vorschlag der Gesellschaft vom Minister festgelegt wird;

6° nicht Gegenstand eines Verfahrens zum Entzug der Zulassung noch eines Zulassungsentzugs sein;

7° für jede der Quoten eine positive oder durchschnittliche Bewertung erreichen.

Quote	Positive Bewertung	Durchschnittliche Bewertung	Vorbehaltene Bewertung	Negative Bewertung
Liquidität	> 125%	Zwischen 110% und 125%	Zwischen 90% und 110%	< 90%
Zahlungsfähigkeit	> 6%	Zwischen 5% und 6%	Zwischen 4% und 5%	< 4%
Bankschulden	< 90%	Zwischen 90% und 96%	Zwischen 96% und 100%	> 100%
Ergebnis	> 2%	Zwischen 0% und 2%	Zwischen -2% und 0%	< -2%
Qualität des Darlehensbestandes	< 2%	Zwischen 2% und 4%	Zwischen 4% und 6%	> 6%

a) Liquidität: das Kriterium der Liquidität misst die Fähigkeit der Gesellschaft, ihren kurzfristigen Verpflichtungen mit den verfügbaren und kurzfristig mobilisierbaren Ressourcen nachzukommen.

Das Kriterium der Liquidität wird auf der Grundlage der kurzfristigen Forderungen berechnet, die den verfügbaren Mitteln hinzugerechnet werden, unter Abzug der Rückstellungen, der mit einer Gesellschaftsfinanzierung verbundenen vorzeitigen Rückzahlungen und der erhaltenen Vorschüsse ohne beurkundete Gegenleistung/ kurzfristigen Schulden, wobei vorausgesetzt wird, dass die Ausgleichskonten weder auf der Passiv- noch auf der Aktivseite berücksichtigt werden;

b) Zahlungsfähigkeit: das Kriterium der Zahlungsfähigkeit misst das Verhältnis zwischen dem Eigenkapital und dem Bestand der Hypothekendarlehen, um das Risiko zu decken, das mit Schuldern verbunden ist, die noch nicht als zahlungsunfähig erklärt worden sind.

Das Eigenkapital umfasst:

- das Kapital (Rubrik 10 der Bilanz);
- die Emissionsagien (Rubrik 11 der Bilanz);

- die Neubewertungsrücklagen (Rubrik 12 der Bilanz);
- die Rückstellungen (Rubrik 13 der Bilanz);
- den Ergebnisvortrag (Rubrik 14 der Bilanz);
- die Kapitalzuschüsse (Rubrik 15 der Bilanz).

Das Schalter-Eigenkapital muss einen Mindestwert von einer Million Euro aufweisen, in Übereinstimmung mit Artikel 2.4 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Regelung für die Zulassung der Schalter und zur Festlegung der Verfahren betreffend Strafmaßnahmen in Ausführung von Artikel 178.1 des Gesetzbuches.

Das Kriterium der Zahlungsfähigkeit wird auf der Grundlage des Verhältnisses zwischen dem Eigenkapital und dem Nettobestand der Hypothekendarlehen unter Abzug der Rückstellungen für zahlungsunfähige Schuldner berechnet;

c) Bankschulden: das Kriterium der Bankschulden misst das Verhältnis zwischen den Anleihen, die zur Finanzierung der Kreditgebertätigkeit aufgenommen worden sind, und den in den Hypothekarforderungen angelegten Mitteln.

Das Kriterium der Bankschulden wird auf der Grundlage des Verhältnisses zwischen dem Nettobestand der ausgegebenen Anleihen und Vorschüsse unter Abzug des restlichen Barmittelbestands und dem Nettobestand der Hypothekendarlehen unter Abzug der Rückstellungen für zahlungsunfähige Schuldner berechnet.

d) Ergebnis: das Kriterium des Ergebnisses misst das Verhältnis zwischen dem laufenden Ergebnis vor Steuern und dem Eigenkapital.

Das Kriterium des Ergebnisses wird auf der Grundlage des Verhältnisses zwischen dem laufenden Ergebnis vor Steuern und den Eigenmitteln berechnet;

e) Qualität des Darlehensbestandes: das Kriterium der Qualität des Darlehensbestandes misst das Risiko einer Zahlungsunfähigkeit im Darlehensbestand des Schalters. Dieses Kriterium ergibt sich aus den Zahlungsverzögerungen seitens der Schuldner und weist darauf hin, wie vorsichtig der Schalter bei der Gewährung der Darlehen und wie sorgfältig er bei der Nachverfolgung der Akten ist.

Das Kriterium der Qualität des Darlehensbestandes wird auf der Grundlage der Anzahl Darlehen mit einer Zahlungsverzögerung über 3 Monate und der Gesamtanzahl Darlehen im Darlehensbestand des Schalters berechnet.

Wenn die Summe der in 2° d) genannten Dividenden, die im Laufe der letzten zehn vorigen Geschäftsjahre ausgezahlt wurden, weniger als 50% des Durchschnitts der für denselben Zeitraum freigesetzten Mittel darstellt, kann eine zusätzliche Dividende gewährt werden, unter der Bedingung, dass die ausgezahlte Netto-Gesamtdividende 5 % der Eigenmittel des Schalters nicht überschreitet.

Die in 2°, f) genannte Person trägt den Titel eines "geschäftsführenden Direktors".

Unter Eigenkapital nach Nr. 4° versteht man die Beträge, die in den Rubriken 10 bis 15 auf der Passivseite der Bilanz in dem Jahresabschluss aufgeführt sind.

Art. 3 - Bei einer Erneuerung erteilt die Gesellschaft dem Schalter, der nicht allen Zulassungsbedingungen genügt, die im Erlass der Regierung zur Genehmigung der für die Sozialkreditschalter bestimmten Verwaltungs- und Betriebsnormen in Anwendung von Artikel 175.2, § 3, 7° des Gesetzbuches definiert sind, oder über Eigenmittel verfügt, deren Betrag unter einer Million Euro liegt, eine vorläufige Zulassung von zwei Jahren. Ein Berichtigungsplan wird binnen sechzig Tagen nach der Erteilung der vorläufigen Zulassung vorgestellt. Wenn die Zulassungsbedingungen am Ende des zweijährigen Zeitraums nicht erfüllt sind, wird die Zulassung entzogen.

Abschnitt 2 — Verfahren zur Erteilung und Erneuerung der Zulassung

Art. 4 - § 1. Der Antrag auf eine Zulassung oder auf ihre Erneuerung wird von dem Antragsteller bei der Gesellschaft per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief eingereicht.

§ 2. Dem Antrag auf eine Zulassung oder auf deren Erneuerung wird eine von dem Antragsteller übermittelte Akte beigefügt, zur Bescheinigung, dass die Bestimmungen des Gesetzbuches und die im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

Die Gesellschaft bestimmt die Elemente, die in der Akte stehen, und der Minister genehmigt sie.

§ 3. Die Gesellschaft kann von dem Antragsteller Unterlagen und Auskünfte jeglicher Art verlangen, die sie zur Untersuchung der Akte als nützlich erachtet. Sobald die Gesellschaft den Antrag als vollständig betrachtet, bestätigt sie dessen Eingang.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft entscheidet über die Zulassungsanträge innerhalb von sechzig Tagen ab dem Empfang des vollständigen Antrags.

Abschnitt 3 — Einspruch im Falle der Verweigerung der Zulassung oder der Zulassungserneuerung

Art. 5 - § 1. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch gegen den Beschluss zur Verweigerung der Erteilung oder der Erneuerung der Zulassung binnen dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses beim Minister per Einschreiben eingereicht. Der Einspruch enthält die Darstellung der Klagemittel und gibt an, ob der Kläger angehört werden möchte.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit richtet die juristische Person oder der Schalter gleichzeitig per Einschreiben eine Abschrift des Einspruchs an die Gesellschaft.

§ 2. Die Gesellschaft verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang der Abschrift des Einspruchs, um dem Minister ihre Bemerkungen mitzuteilen.

Innerhalb derselben Frist übermittelt die Gesellschaft der juristischen Person oder dem Schalter eine Abschrift der Bemerkungen.

§ 3. Die Regierung befindet binnen neunzig Tagen ab dem Empfang des Einspruchs durch den Minister, und nachdem sie den Kläger angehört hat, wenn er dies in seinem Einspruch beantragt hat.

Abschnitt 4 — Bedingungen für den Fortbestand der Zulassung

Art. 6 - § 1. Die Zulassung wird aufrechterhalten, wenn

1° die finanzielle Bewertung, die in den von der Gesellschaft kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der für die Sozialkreditschalter bestimmten Verwaltungs- und Betriebsnormen in Anwendung von Artikel 175.2, §§ 3, 7° des Gesetzbuches verlangten Verwaltungs- und Betriebsnormen vorgesehen ist, keine negative Bewertung aufweist;

2° die Rentabilität, die durch das laufende Ergebnis des Jahresabschlusses vor Steuern bestimmt wird, im letzten Jahre positiv ist, und die Summe der fünf letzten Jahre positiv ist;

3° der Schalter eine fünfjährige Cashflow-Prognose aufweist, durch die bewiesen wird, dass die Aktivität den Fortbestand des Schalters sichert;

4° der Schalter die in Artikel 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

§ 2. Falls der Schalter eine dieser Bedingungen nicht erfüllt, nimmt die Gesellschaft eine umfassende Analyse der finanziellen Situation des Schalters vor, durch welche seine Fortbestandsmöglichkeiten bestimmt werden.

Auf der Grundlage dieser Analyse erteilt die Gesellschaft dem Schalter eine vorläufige Zulassung mit einer Mindestdauer von einem Jahr und einer Höchstdauer von zwei Jahren, die nur einmal erneuert werden kann, und verlangt einen Berichtigungsplan. Am Ende dieses Zeitraums wird die Zulassung für einen Zeitraum von zehn Jahren, einschließlich der durch die vorläufige Zulassung gedeckten Perioden, aufrechterhalten, wenn die Bedingungen gemäß § 1 erfüllt sind. Ist dies nicht der Fall, wird eine neue Analyse vorgenommen, auf deren Grundlage die Gesellschaft beschließt,

1° entweder eine zweite vorläufige Zulassung zu erteilen;

2° oder das Verfahren zum Entzug der Zulassung einzuleiten.

§ 3. Vorliegender Artikel ist unbeschadet eventueller Strafmaßnahmen anwendbar, die die Gesellschaft kraft des Gesetzbuches, vorliegenden Erlasses und der weiteren Erlasse, die in Anwendung vorliegenden Erlasses verabschiedet werden, zu jeder Zeit verhängen könnte.

KAPITEL III — Strafmaßnahmen

Abschnitt 1 — Strafmaßnahmen gegen die Schalter

Art. 7 - § 1. Wenn der Schalter irgendeiner seiner Verpflichtungen nicht nachkommt, richtet der Verwaltungsrat der Gesellschaft, vor der eventuellen Verhängung einer der in Artikel 178.1 des Gesetzbuches genannten Strafmaßnahmen, ein Mahnschreiben per Einschreiben an den Schalter, um diesen von ihrer Absicht, eine Strafe zu verhängen, in Kenntnis zu setzen.

1° Im Falle einer Geldstrafe, wird deren Höhe angegeben.

2° Im Falle der Aussetzung der Finanzierung, wird das Anfangsdatum festgelegt.

3° Im Falle der Entsendung eines Sonderkommissars gehen die Kosten für die Erfüllung des Auftrags des Sonderkommissars zu Lasten des Schalters.

§ 2. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann den Schalter zwingen, seine Lage innerhalb einer von ihr bestimmten Frist zu regularisieren.

§ 3. In dem Mahnschreiben werden die anwendbaren Bestimmungen, der Ort, das Datum und die Uhrzeit der vorherigen Anhörung des Vertreters des Schalters, zu der dieser sich vorstellen kann, angegeben. Die Anhörung findet frühestens sechzehn Tage nach dem dritten Werktag, der auf die Einsendung des Mahnschreibens folgt, statt. Es wird ein Protokoll von der Anhörung aufgenommen. Um seine Verteidigungsgründe bei der Anhörung vorzubringen, kann sich der Vertreter des Schalters von einem Berater oder Sachverständigen beistehen oder ersetzen lassen.

§ 4. Der Schalter verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem dritten Werktag nach dem Datum der Einsendung des Mahnschreibens, um der Gesellschaft seine Bemerkungen geltend zu machen und um die Gründe, aus denen das Strafverfahren gegen ihn eingeleitet wurde, zu beseitigen.

§ 5. Binnen fünfzehn Tagen nach dem für die Anhörung festgelegten Datum kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, dem Schalter die Strafen zu verhängen. Nach Ablauf der Frist gilt der Vorschlag der Strafe als abgelehnt.

Der Beschluss wird dem Schalter binnen dreißig Tagen per Einschreiben zugesandt.

§ 6. Der Generaldirektor der Gesellschaft, oder ein Beamter der Dienststufe 1 der Gesellschaft, wenn der Generaldirektor verhindert ist, wird bezeichnet, um die in vorliegendem Erlass vorgesehenen Strafen aufzuerlegen.

§ 7. Die Geldstrafe muss innerhalb von drei Monaten ab dem Tag der Zustellung des Beschlusses über die Auferlegung der Geldstrafe gezahlt werden.

§ 8. Die Geldstrafe wird durch Überweisung an das Konto der Gesellschaft gezahlt.

Abschnitt 2 — Einspruch gegen die Strafmaßnahmen

Art. 8 - § 1. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch binnen dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses zur Verhängung der Strafmaßnahme per Einschreiben oder jegliche Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, beim Minister eingereicht. Der Einspruch enthält die Darstellung der Klagemittel und gibt an, ob der Kläger angehört werden möchte.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit richtet der Schalter gleichzeitig per Einschreiben eine Abschrift des Einspruchs an die Gesellschaft.

§ 2. Die Gesellschaft verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang der Abschrift des Einspruchs, um dem Minister ihre Bemerkungen mitzuteilen.

Innerhalb derselben Frist übermittelt die Gesellschaft dem Schalter eine Abschrift der Bemerkungen.

§ 3. Die Regierung befindet binnen neunzig Tagen ab dem Empfang des Einspruchs durch den Minister, und nachdem der Kläger angehört worden ist, wenn er dies in seinem Einspruch beantragt hat.

KAPITEL IV — Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 9 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2004 zur Festlegung der allgemeinen Regelung der Schalter und zur Ausführung des Artikels 178.1 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches wird aufgehoben.

Damit die Schalter eine Anpassung ihrer Satzungen in Übereinstimmung mit Artikel 27 des Dekrets zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse vornehmen und ihren Antrag auf Erneuerung ihrer Zulassung einreichen können, wird ihnen eine am 31. August 2014 ablaufende Zulassung erteilt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2014 in Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Dezember 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/207321]

12 DECEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering houdende het algemeen reglement betreffende de erkenning van de loketten en tot vastlegging van de procedures inzake sanctie in uitvoering van artikel 178.1 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, de artikelen 176.2, § 3, gewijzigd bij het decreet van 16 mei 2013, de artikelen 178.1, §§ 6 en 7 en 178.2, § 2, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 houdende het algemeen reglement van de loketten en tot uitvoering van artikel 178.1. van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op het advies nr. 54.407/4 van de Raad van State, gegeven op 25 november 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Wetboek : het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen ingevoegd bij het decreet van 29 oktober 1998;

2^o Maatschappij : de "Société wallonne du crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) bedoeld in artikel 175.1 van het Wetboek;

3^o indiener : de rechtspersoon die om zijn erkenning vraagt bij de Maatschappij;

4^o loket : de "guichet du crédit social" (het sociale kredietloket) bedoeld in artikel 176.1 van het Wetboek;

5^o hypothecaire leningen en aanvullende of ermee verwante producten : de hypothecaire leningen en de producten die de leningen toegekend in het kader van het sociaal hypothecair krediet, zoals bedoeld in artikel 1, 36, van het Wetboek, aanvullen of ermee verwant zijn;

6^o leners : de rechtspersoon (of rechtspersonen) die het sociaal hypothecair krediet zoals bedoeld in artikel 1, 36, van het Wetboek, aangaan;

7^o Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

8^o sector : de sector van het sociaal hypothecair krediet bestaande uit de Maatschappij en de loketten;

9^o Regering : De Waalse Regering.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning en verlenging ervan**Afdeling 1. — Voorwaarden voor de toekenning en de verlenging van de erkenning*

Art. 2. Om erkend te worden, moet de indiener de volgende voorwaarden vervullen :

1^o een maatschappij zijn die de handelsvorm van een naamloze vennootschap, of van een coöperatieve vennootschap heeft aangenomen;

2^o statutair en effectief verzekeren dat zolang de indiener de erkenning van het Gewest geniet :

a) het maatschappelijk doel van de maatschappij zich beperkt tot :

- de behandeling, het beheer en, in voorkomend geval, de toekenning van het in artikel 1, 36, van het Wetboek, bedoelde sociaal hypothecair krediet, van de aanverwante producten en de andere producten verdeeld door de Maatschappij;

- de bevordering van het sociaal hypothecair krediet; van de aanverwante producten en de andere producten verdeeld door de Maatschappij.

b) de aandelen of deelbewijzen nominatief zijn;

c) in geval van overdracht van aandelen of deelbewijzen van een vennoot van de maatschappij, in de gevallen waarin de participatie van de privaatrechtelijke rechtspersonen geen 25 % van het kapitaal bereikt en waarin dergelijke privaatrechtelijke rechtspersonen geassocieerd zijn, een recht van voorkoop voor een duur van drie maanden wordt toegekend aan deze privaatrechtelijke rechtspersonen volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten en voorwaarden;

d) de betaalbaarstelling van het dividend niet hoger mag zijn dan 5 % netto van het gestort kapitaal;

e) het kapitaal gevormd door voorheffingen op de voorschotten niet in aanmerking kan komen voor de toekenning van de dividenden behalve toestemming van de Maatschappij;

f) in elk loket één persoon belast met het dagelijks beheer wordt aangewezen door zijn raad van bestuur;

g) de hoedanigheid van directeur-zaakvoerder van een loket onvereenigbaar is met de hoedanigheid van burgemeester, schepen en voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van provinciaal gedeputeerde van een gemeente of een provincie die vennoot is, overeenkomstig artikel 176.2, § 3, 1^o, b, eerste streepje;

h) de directeur-zaakvoerder en de personeelsleden van een loket alsook de leden van de Raad van bestuur noch rechtstreeks noch onrechtstreeks en zelfs bijkomend geen verzekeringsagent noch -makelaar mogen zijn ongeacht of ze de hoedanigheid van natuurlijke persoon of vennoot van een rechtspersoon hebben, overeenkomstig artikel 176.2, § 3, 1^o, b, tweede streepje, behalve voor de producten die op initiatief van de Maatschappij worden voorgesteld;

i) een kredietcomité bestaande uit minstens drie personen wordt opgericht en dat de raad van bestuur zijn beslissingsbevoegdheid aan dit comité opdraagt voor de bij het loket ingediende kredietaanvragen overeenkomstig artikel 176.2, § 3, 1^o, b, derde streepje;

j) de bestuurders lid kunnen zijn van één raad van bestuur in de sector van het sociaal krediet behalve als de bestuurder een onafhankelijke bestuurder is, namelijk een bestuurder die de aandeelhouders van het loket niet vertegenwoordigt;

3° de beheers- en werkingsnormen vereist door de Maatschappij krachtens het besluit van de Regering houdende goedkeuring van de beheers- en werkingsnormen ter bestemming van de "Guichets du crédit social" overeenkomstig artikel 175.2. § 3, 7° van het Wetboek, naleven;

4° eigen kapitaal van minsten één miljoen euro voordragen;

5° een ondernemingsplan indienen dat zijn leefbaarheid in de sector aantoonst en waarvan de inhoud door de Minister wordt bepaald op voorstel van de Maatschappij;

6° niet het voorwerp uitmaken van een procedure tot intrekking van de erkenning of intrekking van de erkenning;

7° een positieve of gemiddelde beoordeling krijgen voor elke ratio.

Ratio	Positieve beoordeling	Gemiddelde beoordeling	Beoordeling met voorbehoud	Negatieve beoordeling
liquiditeit	> 125 %	Tussen 110 % en 125 %	Tussen 90 % en 110 %	< 90 %
solvabiliteit	> 6 %	Tussen 5 % en 6 %	Tussen 4 % en 5 %	< 4 %
schuldenlast	< 90 %	Tussen 90 % en 96 %	Tussen 96 % en 100 %	> 100 %
resultaat	> 2 %	Tussen 0 % en 2 %	Tussen -2 % en 0 %	< -2 %
kwaliteit van de portefeuille van leningen	< 2 %	Tussen 2 % en 4 %	Tussen 4 % en 6 %	> 6 %

a) liquiditeit : het liquiditeitscriterium gaat na of de maatschappij in staat is om te voldoen aan haar verplichtingen op korte termijn met de op korte termijn beschikbare en inzetbare middelen.

Het liquiditeitscriterium wordt berekend op grond van de vorderingen op korte termijn toegevoegd aan het beschikbare, met aftrek van de voorzieningen, de vervroegde terugbetaling gedekt door een Maatschappij financiering en de voorschotten ontvangen zonder compensatie geboekt/schulden op korte termijn, met dien verstande dat de overlopende rekeningen noch voor de activa, noch voor de passiva in aanmerking komen;

b) solvabiliteit : Het solvabiliteitscriterium gaat de verhouding meten tussen het eigen kapitaal en het hypothecair uitstaand bedrag om het risico te dekken van schuldenaars die nog niet als in gebreke blijvende schuldenaars worden aangegeven.

Het eigen kapitaal bevat :

- het kapitaal (rubriek 10 van de balans)
- de emissiepremies (rubriek 11 van de balans);
- de herwaarderingsmeerwaarden (rubriek 12 van de balans);
- de reserves (rubriek 13 van de balans);
- het overgedragen resultaat (rubriek 14 van de balans);
- de kapitaalsubsidies (rubriek 15 van de balans).

Het eigen kapitaal Loket moet een minimale waarde van één miljoen euro bedragen overeenkomstig artikel 2.4 van het besluit van de Waalse Regering houdende het algemeen reglement betreffende de erkenning van de loketten en tot vastlegging van de procedures inzake sanctie in uitvoering van artikel 178.1 van het Wetboek.

Het solvabiliteitscriterium wordt berekend op basis van de verhouding tussen het eigen kapitaal en het netto uitstaand bedrag op hypothecaire schuldvorderingen verminderd met de voorzieningen voor in gebreke blijvende schuldenaars;

c) schuldenlast : Het criterium van de schuldenlast gaat de verhouding meten tussen de leningen aangegaan om de activiteit van de lener te financieren en de vaste middelen in de hypothecaire vorderingen.

Het criterium van de schuldenlast wordt berekend op basis van de verhouding tussen het netto uitstaand bedrag op leningen en voorschotten verminderd met de residuele kasmiddelen en het netto uitstaand bedrag op hypothecaire schuldvorderingen verminderd met de voorzieningen voor in gebreke blijvende schuldenaars.

d) resultaat : Het resultaatcriterium gaat de verhouding meten tussen het bedrijfsresultaat voor belasting en het eigen kapitaal.

Het resultaatcriterium wordt berekend op grond van de verhouding tussen het bedrijfsresultaat voor belasting en de eigen middelen;

e) kwaliteit van de portefeuille : Het criterium van de kwaliteit van de portefeuille gaat het risico van in gebreke blijven meten in de leningsportefeuille van het Loket. Dit criterium vloeit voort uit de betalingsachterstanden van de schuldenaars en toont met welke voorzichtigheid de leningen worden toegekend alsook de nauwkeurigheid waarmee de dossiers worden opgevolgd.

Het criterium van de kwaliteit van de portefeuille wordt berekend op grond van het aantal leningen die een betalingsachterstand vertonen van meer dan 3 maanden en het totaal aantal leningen in de portefeuille van het loket.

Als de som van de dividenden bedoeld in 2° d), uitgereikt tijdens de tien vorige boekjaren lager is dan 50 procent van het gemiddelde van het kapitaal dat voor dezelfde periode gestort is, kan een bijkomende dividend worden toegekend voor zover de uitgereikte totale netto-dividend niet hoger is dan 5 procent van de eigen middelen van het loket.

De persoon bedoeld in 2°, f), draagt de titel van "directeur-zaakvoerder".

Het eigen kapitaal bedoeld in 4°, is het bedrag vermeld in de rubrieken 10 tot 15 op de passiefzijde van de balans in de jaarrekeningen.

Art. 3. In geval van verlenging zal de Maatschappij een voorlopige erkenning van twee jaar toekennen aan een loket dat niet aan alle erkenningsvoorwaarden voldoet zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van de beheers- en werkingsnormen ter bestemming van de "Guichets du crédit social" overeenkomstig artikel 175.2., § 3, 7°, van het Wetboek of dat over een bedrag aan eigen kapitaal van minder dan één miljoen euro beschikt. Binnen zestig dagen na de toekenning van de voorlopige erkenning wordt een regularisatieplan voorgesteld. De erkenning wordt ingetrokken indien de erkenningsvoorwaarden na afloop van deze twee jaren niet zijn bereikt.

Afdeling 2. — Procedure inzake toekenning en verlenging van de erkenning

Art. 4. § 1. De erkenningsaanvraag of de aanvraag tot verlenging wordt door de indiener bij aangetekend schrijven bij de Maatschappij ingediend.

§ 2. De erkenningsaanvraag of de aanvraag tot verlenging gaat vergezeld van een dossier meegedeeld door de indiener waaruit blijkt dat de bepalingen van het Wetboek en de voorwaarden opgenomen in dit besluit worden nageleefd.

De Maatschappij bepaalt de elementen die in het dossier voorkomen en ze worden door de Minister goedgekeurd.

§ 3. De Maatschappij verzoekt de indiener om de toezending van allerhande documenten en inlichtingen en documenten die zij nuttig acht voor het onderzoek van het dossier. De Maatschappij bericht ontvangst van de aanvraag als ze als volledig wordt bevonden.

De Raad van bestuur van de Maatschappij spreekt zich uit over de erkenningsaanvragen binnen zestig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag.

Afdeling 3. — Beroepen in geval van weigering van de erkenning of weigering van de verlenging van de erkenning

Art. 5. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep tegen de beslissing tot weigering van de toekenning of verlenging van de erkenning bij aangetekend schrijven bij de Minister ingediend binnen 30 dagen na de kennisgeving van de beslissing. Het beroep bevat de uiteenzetting van de middelen en bepaalt of de verzoeker wenst gehoord te worden.

Tegelijkertijd en op straffe van niet-ontvankelijkheid bezorgt de rechtspersoon of het loket de Maatschappij een afschrift van het beroep bij aangetekend schrijven.

§ 2. De Maatschappij beschikt over een termijn van dertig dagen na ontvangst van het afschrift van het beroep om haar opmerkingen mede te delen aan de Minister.

De Maatschappij bezorgt de rechtspersoon of het loket een afschrift van de opmerkingen binnen dezelfde termijn.

§ 3. De Regering beslist binnen negentig dagen na ontvangst van het beroep door de Minister en na de verzoeker te hebben gehoord indien hij het in zijn beroep heeft aangevraagd.

Afdeling 4. — Voorwaarden betreffende de handhaving van de erkenning

Art. 6. § 1. De erkenning wordt gehandhaafd als :

1° de financiële beoordeling bedoeld in de beheers- en werkingsnormen vereist door de Maatschappij krachtens het besluit van de Waalse Regering houdende goedkeuring van de beheers- en werkingsnormen ter bestemming van de "Guichets du crédit social" overeenkomstig artikel 175.2. §§ 3, 7° van het Wetboek, geen enkele negatieve beoordeling vertoont;

2° de rentabiliteit, bepaald door het bedrijfsresultaat voor belasting van de jaarrekeningen positief is tijdens het laatste jaar en dat de som van de laatste vijf jaar positief is;

3° het loket een voorspelling van thesaurie op vijf jaar aantoont waaruit blijkt dat de activiteit het voortbestaan van het loket veilig stelt;

4° het loket de voorwaarden bedoeld in artikel 2, naleeft.

§ 2. Als het loket één van deze voorwaarden niet vervult, zal de Maatschappij een diepgaande analyse van de financiële toestand van het loket opmaken die het voortbestaan van het loket zal kunnen bepalen.

Op grond van deze analyse zal de Maatschappij een voorlopige erkenning toekennen voor een eenmalige hernieuwbare periode van minstens één jaar en maximum twee jaar en zal ze een regularisatieplan eisen. Na afloop van deze periode, als de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 zijn vervuld, zal de erkenning voor tien jaar worden gehandhaafd, met inbegrip van de periodes die door de voorlopige erkenning worden gedekt. In het tegenovergestelde geval zal er een nieuwe analyse worden gemaakt op grond waarvan de Maatschappij beslist :

1° hetzij om een tweede voorlopige erkenning toe te kennen;

2° hetzij om een procedure tot intrekking van de erkenning op te starten.

§ 3. Dit artikel is van toepassing onverminderd elke eventuele sanctie die op elk ogenblik kan worden toegepast door de Maatschappij krachtens het Wetboek, dit besluit en de andere besluiten genomen bij toepassing van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — Sancties*Afdeling 1. — Sancties tegen de loketten*

Art. 7. § 1. Indien het loket één van zijn verplichtingen niet nakomt, zendt de Raad van bestuur, vóór de eventuele toepassing van één van de sancties bedoeld in artikel 178.1 van het Wetboek, een brief, per aangetekend schrijven, aan het loket om laatstgenoemde te waarschuwen dat hij van plan is om een sanctie op te leggen.

1° Als het gaat om een financiële sanctie wordt het bedrag bepaald.

2° Als het gaat om een schorsing van de financiering wordt de aanvangsdatum vastgelegd.

3° Als een bijzondere commissaris ter plaatse wordt gestuurd, vallen de kosten die inherent zijn aan de opdracht van de bijzondere commissaris ten laste van het loket.

§ 2. De Raad van bestuur van de Maatschappij kan het loket verplichten om de toestand te regulariseren binnen een door haar bepaalde termijn.

§ 3. De waarschuwingsbrief vermeldt de toepasselijke bepalingen alsook de plaats, datum en uur van het voorafgaand verhoor van de vertegenwoordiger van het loket waarop laatstgenoemde aanwezig kan zijn. Het verhoor vindt ten vroegste zestien dagen na de derde werkdag die volgt op de verzending van de waarschuwingsbrief plaats. Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgesteld. Tijdens zijn verhoor kan de vertegenwoordiger van het loket door een raadsman of een deskundige worden bijgestaan of vertegenwoordigd om zijn verweermiddelen voor te leggen.

§ 4. Het loket beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van de waarschuwingsbrief om zijn schriftelijke opmerkingen te gelde te maken bij de Maatschappij en om een einde te maken aan de redenen die aan de oorsprong liggen van de strafprocedure die tegen hem is opgestart.

§ 5. Binnen vijftien dagen na de voor het verhoor bepaalde datum kan de Maatschappij beslissen de sanctie toe te passen op het loket. Bij verstrijken van de termijn wordt het sanctievoorstel geacht geweigerd te zijn.

De beslissing wordt binnen dertig dagen bij aangetekend schrijven aan het loket gericht.

§ 6. De Directeur-generaal van de Maatschappij wordt aangewezen om de in dit besluit bedoelde sancties uit te voeren of, wanneer deze is verhinderd, een ambtenaar van niveau 1 van de Maatschappij.

§ 7. De financiële sanctie moet betaald worden binnen een termijn van drie maanden die een aanvang neemt de dag van de kennisgeving van de beslissing waarbij de sanctie wordt opgelegd.

§ 8. De sanctie wordt betaald door overschrijving op de rekening van de Maatschappij.

Afdeling 2. — Beroep tegen de sancties

Art. 8. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend bij de Minister ingediend binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing tot toepassing van de sanctie. Het beroep bevat de uiteenzetting van de middelen en bepaalt of de verzoeker wenst gehoord te worden.

Tegelijkertijd en op straffe van niet-ontvankelijkheid bezorgt het loket de Maatschappij een afschrift van het beroep bij aangetekend schrijven.

§ 2. De Maatschappij beschikt over een termijn van dertig dagen na ontvangst van het afschrift van het beroep om haar opmerkingen mede te delen aan de Minister.

De Maatschappij bezorgt het loket een afschrift van de opmerkingen binnen dezelfde termijn.

§ 3. De Regering beslist binnen 90 kalenderdagen na ontvangst van het beroep door de Minister en na de verzoeker te hebben gehoord indien hij het in zijn beroep heeft aangevraagd.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 houdende het algemeen reglement van de loketten en tot uitvoering van artikel 178.1 van de Waalse Huisvestingscode wordt opgeheven.

Om de loketten de mogelijkheid te bieden om hun statuten aan te passen overeenkomstig artikel 27 van het decreet van 16 mei 2013 houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen en om hun aanvraag tot verlenging van de erkenning in te dienen, wordt aan deze loketten een tijdelijke erkenning toegekend die op 31 augustus 2014 afloopt.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 11. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 december 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2013/22644]

21 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal portant nomination du liquidateur du Fonds de pension pour les pensions légales de Brussels International Airport Company

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2004 de reprise des obligations légales de pension de Brussels International Airport Company, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant nomination du liquidateur de Fonds de pension pour les pensions légales de Brussels International Airport Company;

Considérant que l'arrêté royal du 22 décembre 2004 a dissous de plein droit et mis en liquidation le Fonds de pension pour les pensions légales de Brussels International Airport Company;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité, le Roi est compétent pour déterminer le mode de liquidation, ainsi que pour désigner un ou plusieurs liquidateurs et fixer leurs compétences;

Considérant que M. Guy Marginet, nommé par arrêté royal du 15 septembre 2006 portant nomination du liquidateur du Fonds de pension pour les pensions légales de Brussels International Airport Company en tant que liquidateur, a démissionné en tant que liquidateur à partir du 11 décembre 2013;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2013/22644]

21 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot benoeming van de vereffenaar van het Pensioenfonds voor de wettelijke pensioenen van Brussels International Airport Company

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2004 tot overname van de wettelijke pensioenverplichtingen van Brussels International Airport Company, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 2006 tot benoeming van de vereffenaar van het Pensioenfonds voor de wettelijke pensioenen van Brussels International Airport Company;

Overwegende dat bij koninklijk besluit van 22 december 2004 het Pensioenfonds voor de wettelijke pensioenen van Brussels International Airport Company van rechtswege wordt ontbonden en in vereffening gesteld;

Overwegende dat overeenkomstig de bepalingen van voormeld koninklijk besluit, de Koning de bevoegdheid heeft de wijze van vereffening te bepalen, alsook een of meerdere vereffenaars aan te duiden en hun bevoegdheden te bepalen;

Overwegende dat de heer Guy Marginet, aangeduid als vereffenaar bij koninklijk besluit van 15 september 2006 tot benoeming van de vereffenaar van het Pensioenfonds voor de wettelijke pensioenen van Brussels International Airport Company, ontslag genomen heeft als vereffenaar met ingang van 11 december 2013;